

# Bulletin de conjoncture économique et sociale

N°14

3<sup>ème</sup> Trimestre 2014

## SOMMAIRE

<b>I – CONJONCTURE</b>	<b>2</b>
Les dernières données de conjoncture économique.	
<b>II – ACTUALITES DEPARTEMENTALES</b>	<b>4</b>
Les informations concernant la vie des entreprises, des projets d'aménagement et de développement économique du département.	
<b>III – ZOOM TERRITORIAL</b>	<b>6</b>
Présentation du profil économique et social d'un territoire. Dans ce numéro : Sevrans	
<b>III – ZOOM SECTORIEL</b>	<b>9</b>
Présentation du secteur des "Activités Financières et d'Assurances" en Seine-Saint-Denis	
<b>IV – CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES</b>	<b>12</b>
Les chiffres de la création et des défaillances d'entreprises en Seine-Saint-Denis	
<b>V – MARCHE DU TRAVAIL ET RSA</b>	<b>14</b>
Les chiffres des demandeurs d'emploi des allocataires du RSA, le taux de chômage, et les cartographies par commune.	
<b>VI – CHIFFRES CLES</b>	<b>19</b>

## I - CONJONCTURE NATIONALE ET MONDIALE (Source : INSEE, OCDE, FMI, BANQUE MONDIALE, SOCIETE GENERALE)

### L'ECONOMIE FRANÇAISE AU RALENTI, DANS UNE ECONOMIE MONDIALE A L'AVENIR INCERTAIN

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2014, l'activité économique a été peu dynamique au niveau mondial. En France, elle a stagné. Les craintes de ralentissement qui apparaissaient au trimestre précédent ont ainsi été confirmées. Les perspectives pour le 2<sup>e</sup> semestre 2014 sont plutôt réservées. Ceci a conduit à de nouvelles révisions à la baisse des prévisions de croissance, renforçant les craintes d'un avenir relativement incertain, en France et au niveau global.

Dans sa note : Evaluation économique intermédiaire, du 15 septembre 2014, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) présente une croissance économique mondiale modérée et inégale au 1<sup>er</sup> semestre 2014. La zone euro est également concernée. Sa situation économique est particulièrement décevante, à cause surtout de ses principaux membres (Allemagne, France et l'Italie). La prévision de la croissance européenne en 2014 a ainsi été revue à la baisse, à 0,8% (contre 1,2% anticipée en mai). La zone euro est notamment confrontée au sous-emploi persistant de sa main d'œuvre et au ralentissement de la demande extérieure. Ceci se traduit par une baisse de la confiance des producteurs comme des consommateurs et une situation quasi déflationniste que n'arrive pas à inverser la BCE et sa politique de taux d'intérêt presque nul. L'Amérique latine a également beaucoup contribué à la faiblesse de la croissance mondiale, sa principale économie : le Brésil, basculant d'ailleurs dans la récession au 1<sup>er</sup> semestre 2014.

Plusieurs grandes économies ont néanmoins enregistré de meilleurs résultats. Les Etats-Unis ont connu un rebond de l'activité au 2<sup>e</sup> trimestre 2014 (+1,1%), rattrapant un mauvais 1<sup>er</sup> trimestre (-0,5%) du fait des mauvaises conditions météorologiques. La croissance américaine pour 2014 est toutefois révisée à la baisse à 2,1% (2,6% dans les perspectives OCDE publiées en mai). La croissance chinoise a rebondi au 2<sup>e</sup> trimestre après le net ralentissement du 1<sup>er</sup> trimestre. Mais la Chine devrait rester sur un rythme de croissance annuelle moins élevée (autour de 7,4% en 2014, comme en 2013) que dans la 1<sup>ère</sup> décennie des années 2000. L'économie indienne a également retrouvé un rythme de croissance soutenu. L'OCDE a revu ses prévisions de croissance à la hausse pour ce pays, à 5,7% en rythme annuel (4,9% estimée en mai).

Concernant la France, l'Insee note la stagnation de l'activité au 2<sup>e</sup> trimestre 2014 - un retour de la croissance, certes modérée (+0,3%), était anticipé dans la Note de conjoncture de juin - après un 1<sup>er</sup> trimestre où la croissance a été également nulle. Tous les secteurs sont touchés. A noter la situation inquiétante du commerce, qui depuis deux trimestres détruit des emplois, alors qu'il en créait depuis 2009. L'Insee prévoit une économie française croissant à peine d'ici la fin de l'année à +0,4% (comme en 2013), avec un taux de chômage légèrement en hausse. Et ceci, malgré une légère amélioration attendue de la production manufacturière au second semestre.

#### Tendances favorables

Stabilité de la production industrielle au 2<sup>e</sup> trimestre et amélioration attendue au 2<sup>e</sup> semestre 2014;

Montée en régime des politiques publiques d'emplois (CICE, emplois d'avenir, contrats aidés).

#### Tendances défavorables

Destructions d'emplois dans le Commerce aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres ;

Poursuite de la baisse des mises en chantier dans la Construction.

## II - ACTUALITES DEPARTEMENTALES

### ENTREPRISES : RENFORCEMENT DES TELECOMMUNICATIONS, RESISTANCE DES ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE ET CREATION D'ENTREPRISES ORIGINALES DANS LES SERVICES

Une présence de plus en plus forte d'établissements opérant dans les Télécommunications...

Après SFR, deuxième opérateur national de la téléphonie et la fourniture d'accès à Internet, qui a inauguré en février dernier son siège social destiné à accueillir environ 8 500 salariés à Saint-Denis d'ici la fin 2015, c'est au tour d'un autre grand opérateur du secteur en l'occurrence le premier, ORANGE, de renforcer significativement son implantation dans le département. Plus précisément, c'est ORANGE BUSINESS SERVICES (OBS), entité du groupe ORANGE dédiée à la clientèle professionnelle, qui en juillet dernier, a commencé à regrouper dans la tour EASTVIEW (anciennement GALLIENI 1 puis QUALIS) à Bagnolet, ses salariés provenant de différents sites parisiens (12<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup>) et d'Ivry dans le Val-de-Marne. Cette première vague d'arrivées concerne 1 200 salariés. Mais d'ici la fin de l'année, ce sont 1 500 salariés d'OBS qui auront emménagé dans cet immeuble resté vacant trois années. L'immeuble du quartier Gallieni à Bagnolet - qui compte plusieurs AUTRES tours de bureaux - a été entièrement réaménagé pendant 18 mois de travaux, pour donner naissance à un site doté du label Haute Qualité Environnementale (HQE), qui fonctionnera désormais 24 heures sur 24 pendant toute l'année. Les clients d'ORANGE BUSINESS SERVICES, 4<sup>e</sup> société de services Informatique - Télécommunications en France, sont en effet des entreprises (plus de 26 000), dont de nombreux grands groupes disposant d'unités de production localisées à travers les cinq continents.

En s'implantant à Bagnolet, ORANGE renforce considérablement sa présence dans le département, où le groupe figure désormais parmi les principaux employeurs privés. Avec les salariés de son site de Saint-Denis, ce seront en effet environ 4 000 salariés d'ORANGE BUSINESS SERVICES qui seront localisés en Seine-Saint-Denis fin 2014. Plus largement c'est le secteur des Télécommunications qui enregistre une croissance exponentielle dans le département, avec près de 13 000 salariés attendus à la fin de cette année, soit quasiment 10 000 salariés de plus qu'en 2008.

... En même temps que des entreprises industrielles historiques résistent et se développent.

Si l'industrie dans son ensemble continue de reculer en Seine-Saint-Denis comme en l'Ile-de-France d'ailleurs, un certain nombre d'entreprises du secteur enregistre une dynamique clairement positive dans le département. C'est le cas de HAUDECOEUR, entreprise spécialisée dans l'importation, le triage, le conditionnement et la commercialisation de produits alimentaires secs (riz, légumes secs, fruits secs, épices, etc.). L'entreprise créée à La Courneuve en 1932 a rehaussé de trois étages (18 m de hauteur) son usine. Elle a gagné 900 m<sup>2</sup> de surface supplémentaire suite à cet investissement important, lui permettant de faire passer la capacité de stockage de son site courneuvien de 1 000 à 2 500 tonnes. 16 nouvelles cellules de stockage sont ainsi opérationnelles depuis

septembre, mais aussi de nouvelles machines de triage et de nettoyage. HAUDECOEUR qui a réalisé 82 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2013 et traité 63 000 tonnes de produits - dont 22 000 tonnes de riz (10% de la consommation nationale) - peut désormais répondre à la demande des clients en leur livrant les marchandises en 48h, contre deux mois auparavant, lorsque l'entreprise devait utiliser les capacités de stockage localisées en Asie. L'extension de l'usine de La Courneuve qui permet au passage à l'entreprise de relocaliser certaines activités (stockage par exemple) auparavant réalisées en Asie, devrait la conduire à se développer sur de nouveaux marchés, notamment la commercialisation de nouvelles variétés de riz parfumé et celle du riz à l'étuvé. Avec cette augmentation des capacités de production, HAUDECOEUR qui emploie 70 salariés actuellement devrait recruter plus d'une dizaine de salariés supplémentaires.

### Des repas « 100% sans gluten » produits à Montreuil

La ville de Montreuil qui s'illustre déjà par un foisonnement d'initiatives entrepreneuriales originales s'enrichit d'un nouvel acteur, qui compte se développer dans un domaine jusqu'ici inexploité à savoir : la cuisine sans gluten. La ville accueille en effet la cuisine de AGAPAE, traiteur spécialisé dans la fourniture de repas « 100% sans gluten », essentiellement auprès des entreprises, lors des buffets événementiels. Partant du constat que près d'une personne sur 100 souffrirait d'intolérance au gluten - substance azotée et visqueuse qui donne son élasticité aux aliments - et que le nombre de personnes allergiques à cette protéine est conséquent, l'entreprise se propose de fournir à ses clients des repas avec zéro traces de gluten, produits dans une cuisine totalement dédiée (réaménagée et hermétique afin de garantir la non contamination) située à Montreuil. La fondatrice de l'entreprise AGAPAE, Sibylle Mansouri de Bourran, investit 300 000 euros dans la création de cette cuisine, pour apporter une nouvelle dimension à la restauration française. Elle ambitionne à travers des recettes élaborées par des chefs cuisiniers, de proposer des repas qui pourront être consommés par tous, sans surcoût important.

### SECTEURS - FILIERES D'ACTIVITE : DES ENCOURAGEMENTS POUR LES ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

L'Economie sociale et solidaire (ESS) est l'un des rares secteurs à maintenir une dynamique positive en matière d'emploi depuis le début de la crise économique en 2008. Ce secteur, dont les acteurs n'ont pas pour objectif premier la maximisation du profit et qui par ailleurs est un grand pourvoyeur de richesses comme d'emplois locaux, réunit des entreprises généralement innovantes, mais parfois fragiles du fait de leur taille et/ou de la spécificité de leur activité. Le Département de la Seine-Saint-Denis, où l'économie sociale et solidaire compte près de 32 000 salariés dans 2 800 établissements, a fait du développement de l'ESS un enjeu prioritaire. Ainsi, dans le cadre de son Appel à projets 2014, il a distingué 35 lauréats - 6 coopératives et 29 associations - qui recevront un soutien financier conséquent en fonctionnement ou investissement. Cette initiative marque le démarrage du mois de l'ESS dans le département, qui culminera le 24 novembre par la « Journée professionnelle pour le développement de l'ESS en Seine-Saint-Denis », qui se déroulera au Golf du Parc de la poudrerie à Livry-Gargan.

### III - ZOOM TERRITORIAL

#### LA COMMUNE DE SEVRAN

La commune de Sevrans située au Nord du département, présente un profil relativement différent de la moyenne départementale, aussi bien sur le plan économique que démographique. Selon l'enquête annuelle du recensement, Sevrans a perdu en moyenne 0,4% de sa population entre 2006 et 2011. En 2006 la ville comptait 51 106 habitants. 5 ans plus tard, on en dénombre plus que 50 053, soit une perte de 1 051 habitants. Par ailleurs, Sevrans est davantage une ville résidentielle (3,2% de la population du département en âge de travailler) qu'une ville d'activité (1,4% de l'emploi salarié départemental). Le niveau de chômage y est également plus élevé.

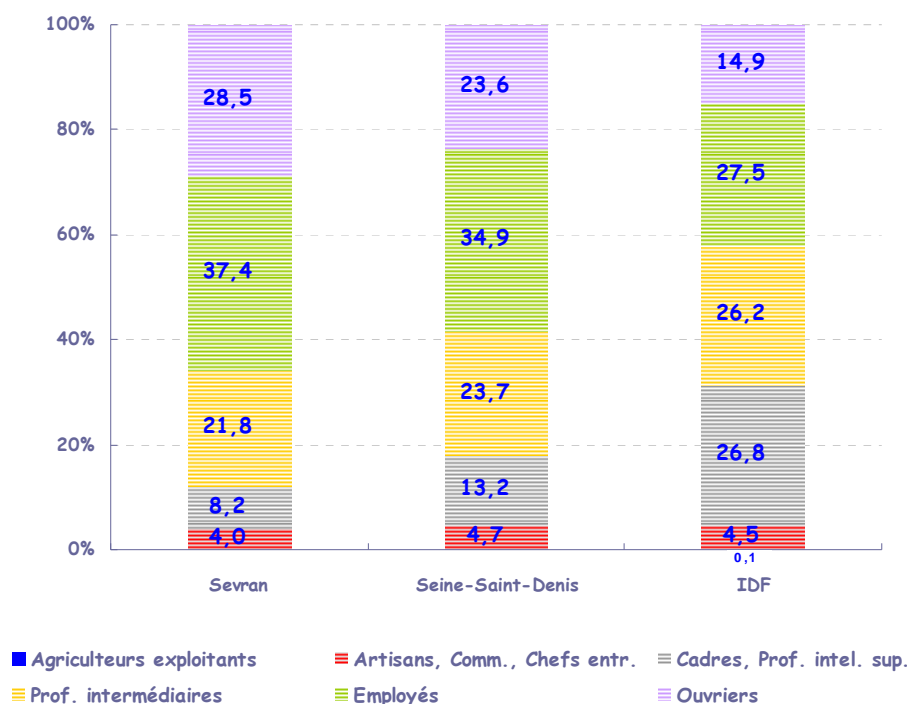
#### Population, Activité, Emploi et Chômage

Une commune présentant un taux de chômage au dessus de la moyenne départementale

Libellé géographique	Pop 15-64 ans en 2011	Actifs 15-64 ans en 2011	Chômeurs 15-64 ans en 2011	Inactifs 15-64 ans en 2011	Emplois salariés au LT en 2011	Taux d'emploi	Taux de chômage 15-64 ans en 2011
Sevrans	32 678	23 201	4 355	9 478	8 223	57,7	18,8
Seine-Saint-Denis	1 021 478	746 034	131 818	275 444	546 032	60,1	17,7
Poids ville/SSD	3,2	3,1	3,3	3,4	1,4	-	-
Île de France	7 986 762	6 042 846	706 636	1 943 916	5 660 253	66,8	11,7

Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

Répartition des actifs âgés de 15/64 ans selon les CSP dans les entités géographiques en 2011 (Source : Insee, RP 2011)

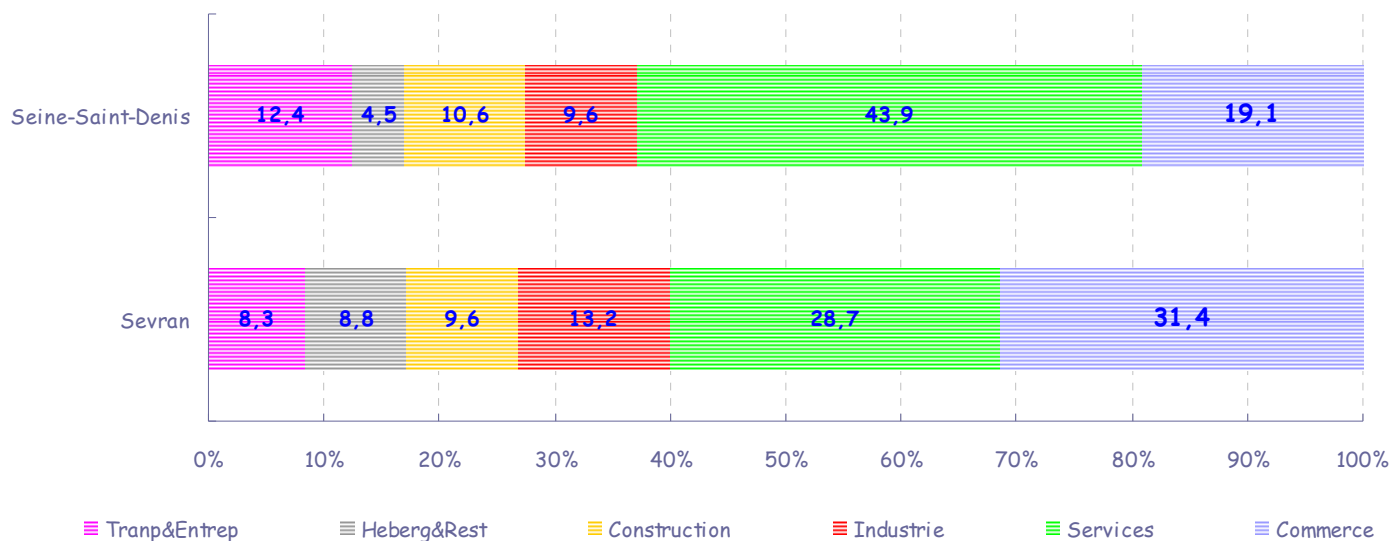


Source : Insee, RP2011 exploitation principale. (\*LT = Lieu de travail)

L'analyse des CSP montre de grandes différences entre la commune de Sevrans, le département de la Seine-Saint-Denis et la région Ile-de-France. En effet, la part des Cadres et professions intellectuelles (8,2%) est particulièrement faible à Sevrans, alors qu'elle atteint 13,5% au niveau départemental et près de 27% au niveau de la région. A l'inverse, on compte proportionnellement plus d'ouvriers (28,5%) dans la commune qu'au niveau départemental (23,6%) ou régional (14,9%).

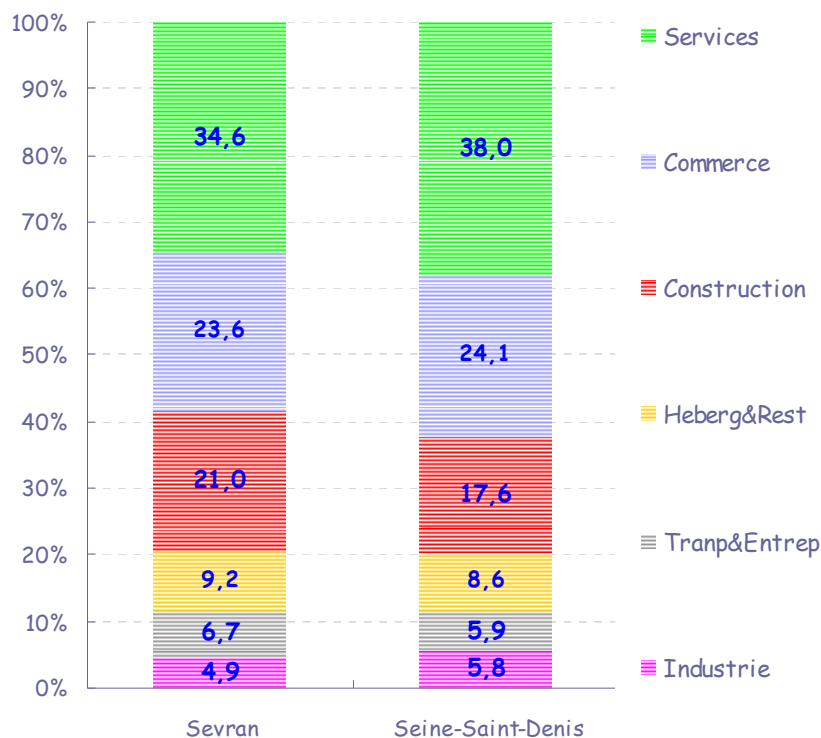
## Une économie dominée par le "Commerce", qui représente d'1/3 des emplois privés de la commune

Comparaison des effectifs salariés privés selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (AcoSS 2013)



L'économie de la ville de Sevrans est marquée par une forte proportion d'emplois dans le Commerce. Ce secteur représente près du tiers des effectifs salariés privés de la commune, contre seulement 19% au niveau départemental. Le plus grand établissement de la commune (CARREFOUR) est d'ailleurs un établissement commercial. Les services y représentent à peine 24,5% de l'emploi, contre 43,5% en Seine-Saint-Denis.

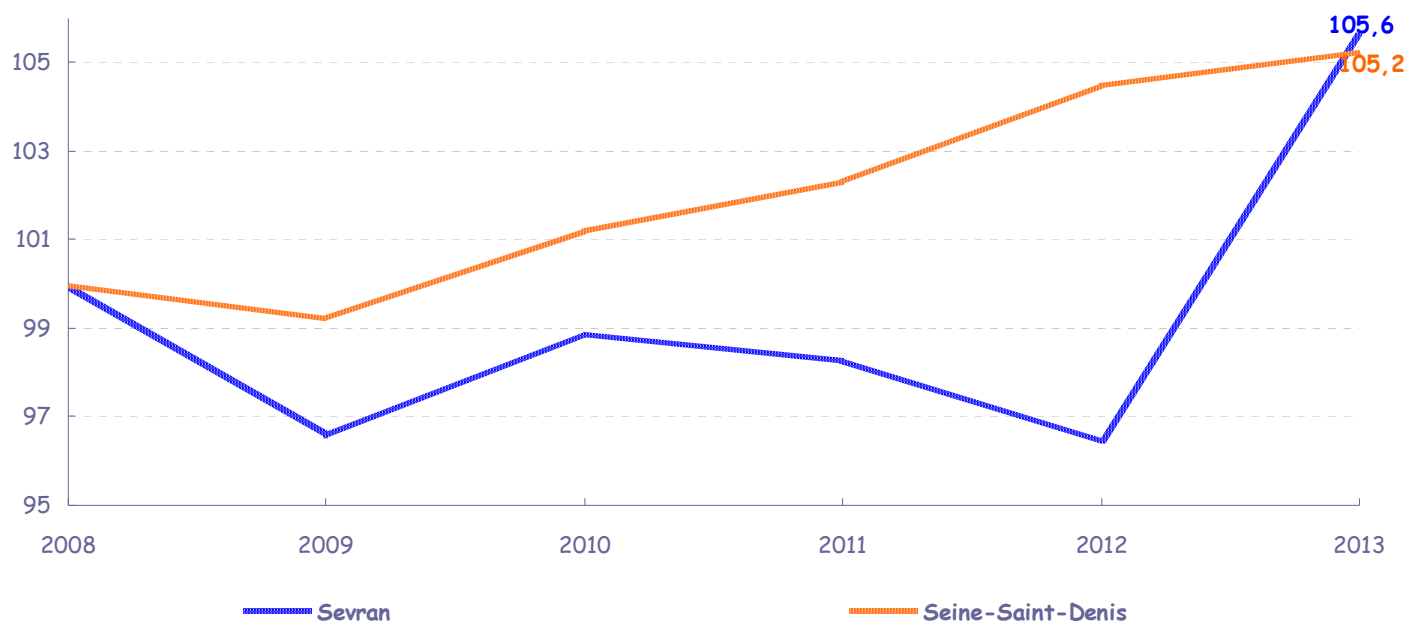
Comparaison du nombre d'établissements (en%) selon les secteurs d'activités et les entités géographiques (AcoSS 2013)



Concernant les établissements, si les deux entités territoriales présentent des disparités nettement moins importantes, elles n'en demeurent pas moins marquantes. Ainsi par exemple, la proportion d'établissements exerçant leur activité dans les Services s'élève à 34,6% à Sevrans contre 38,0% pour le département. Inversement, la proportion d'établissements exerçant dans le Commerce à Sevrans (31,1%) est supérieure à celle observée au niveau départemental (24,7%).

## Une évolution de l'emploi salarié privé plus chaotique que dans le département

Evolution des effectifs salariés privés de la commune de Sevrans et de la Seine-Saint-Denis de 2008 à 2013 en indice base 100 de l'année 2008



Source : Acooss

Entre 2008 et 2013, les effectifs salariés du secteur privé affichent à peu près une même progression à Sevrans (+5,6%) et dans le département (+5,2%). Mais leur parcours est bien différent. Tandis qu'à Sevrans on observe une évolution irrégulière, marquée par une baisse de deux ans entre 2010 et 2012, les effectifs salariés en Seine-Saint-Denis progressent presque régulièrement.

Le secteur d'activité le plus touché est le commerce, principale employeur de la ville. En 6 années la ville a perdu plus de 132 emplois dans ce secteur (-10,2%)

Secteurs d'activité	2008		2013		Evolution 2008/2013	
	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc	Effectif	Pourc
Industrie	491	14,0	488	13,2	-3	-0,6
Construction	228	6,5	354	9,6	126	55,3
Commerce-réparation d'automobiles et de motocycles	1 291	36,9	1 159	31,4	-132	-10,2
Hébergement & Restauration	328	9,4	326	8,8	-2	-0,6
Autres Services	811	23,2	1 059	28,7	248	30,6
Transports et entreposage	350	10,0	308	8,3	-42	-12,0
<b>Ensemble Secteurs</b>	<b>3 499</b>	<b>100,0</b>	<b>3 694</b>	<b>100,0</b>	<b>195</b>	<b>5,6</b>

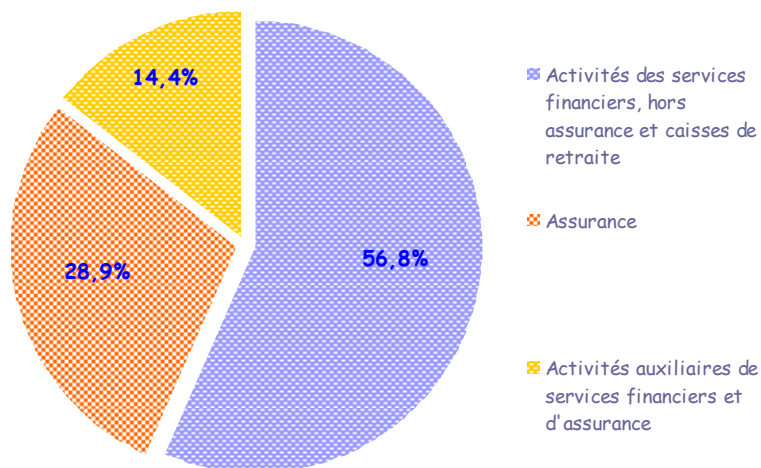
Source : Acooss

## IV - ZOOM SECTORIEL

### LES ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE

Les Activités financières et d'assurance : 5,8% de l'emploi privé en Seine-Saint-Denis...

Effectifs salariés des "Activités financières et d'Assurance dans le département de la Seine-Saint-Denis en 2013 ( Source : Accos)

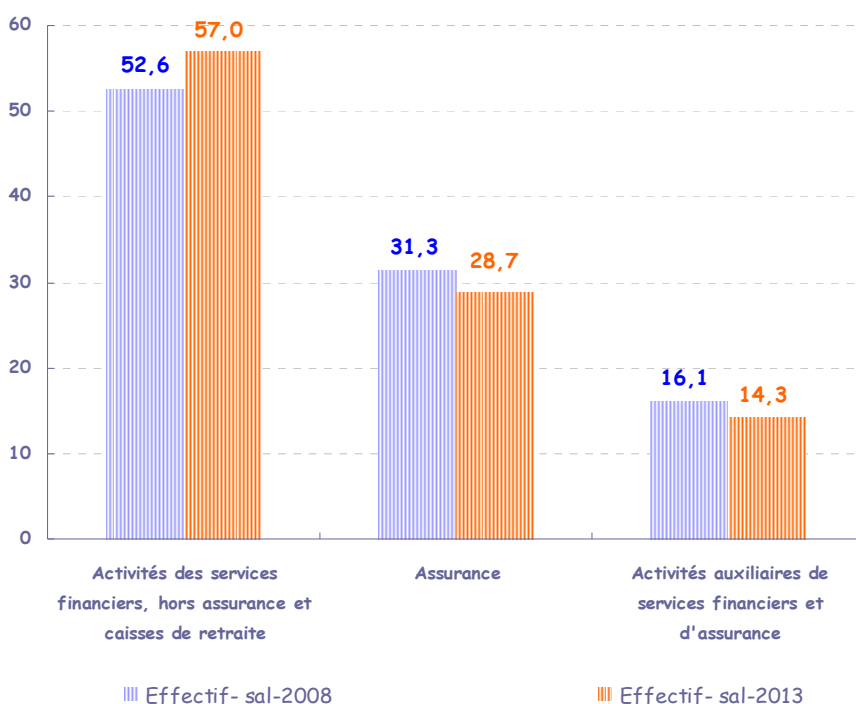


En 2013, l'emploi privé dans le secteur des "Activités Financières et d'Assurance" est estimé à 25 250 salariés soit 5,8% de l'emploi privé en Seine-Saint-Denis. Avec près de 14 270 emplois (56,8%), la branche des "Activités de Services Financiers, hors Assurance et Caisses de Retraite" est la première, suivie des Assurances 7 250 emplois (29%) et les Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance 3 600 emplois soit 14,4% de l'ensemble du secteur.

Un secteur tiré par les " Activités des Services Financiers, hors Assurances et Caisse de Retraite

En termes de dynamisme, seule la branche des "Activités de Services Financiers, hors Assurance et Caisses de Retraite" connaît une tendance favorable ces dernières années. En progression de plus de 4 points entre 2008 et 2013, elle permet de tirer tout le secteur vers la hausse puisque, la branche Assurance est en recul de 2,6 points et celle des Activités Auxiliaires de Services financiers et d'Assurance recule également au cours de la même période de 1,8 point.

Evolution des effectifs salariés dans le secteur des Activités financières et d'Assurance selon les branches entre 2008 et 2013 : Source : Accos

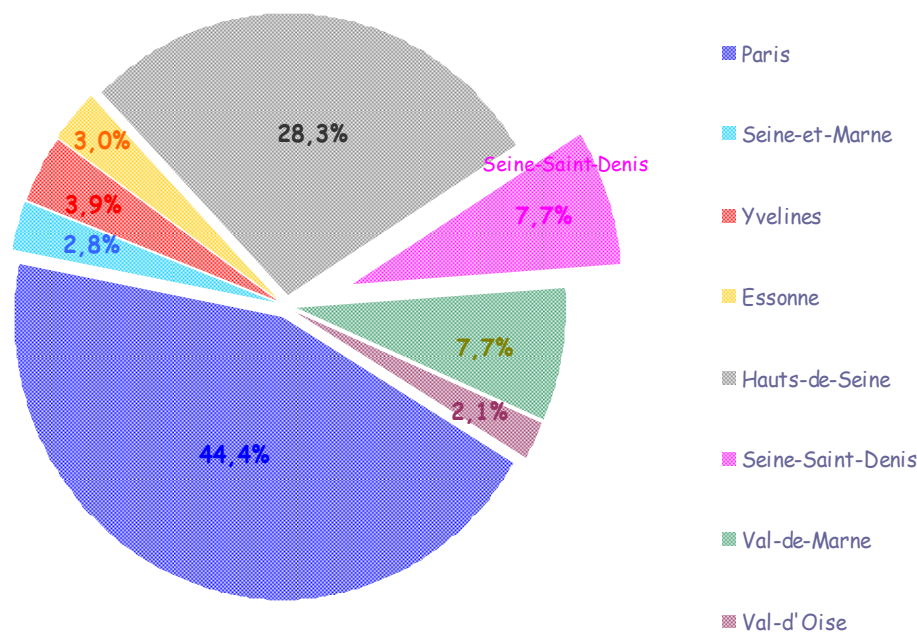






## La Seine-Saint-Denis : Un poids relativement faible dans l'emploi régional du secteur des "Activités Financières et d'Assurances"...

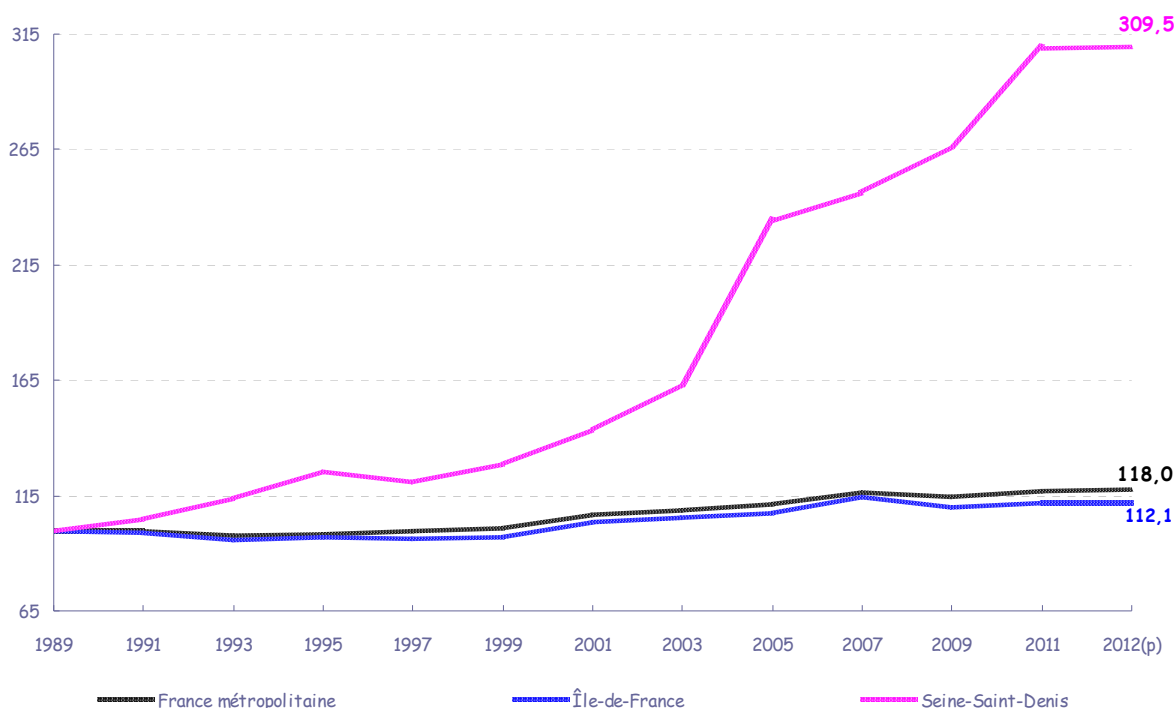
Poids des départements franciliens en effectifs salariés dans le secteur des Activités Financières et d'Assurance en IDF en 2012



Bien qu'en 3<sup>e</sup> position au niveau régional pour l'emploi dans le secteur des Activités financières et d'assurance, la Seine-Saint-Denis n'en présente pas moins un poids relativement modeste (7,7% de l'emploi régional), comparé à Paris et les Hauts de Seine. Ces 2 départements concentrant plus de 70% des effectifs salariés dans le secteur des "Activités Financières et d'Assurances", dont près de 45% à Paris.

... Mais une croissance exponentielle depuis 1989 expliquée par la forte progression des "Activités des Services Financiers, hors Assurances et Caisse de Retraite"...

Evolution des effectifs salariés des Activités financières et d'assurance au niveau national, régional et départemental de 1989 à 2012 en indice base 100, année 1989 (source :Insee)



Le département enregistre une croissance régulière des effectifs du secteur financier depuis 25 ans. Mais c'est à partir de 2003 que cette croissance explose, traduisant une progression à peine ralentie par la crise économique de 2008.

## V - CREATIONS ET DEFAILLANCES D'ENTREPRISES (Source : Insee)

Forte baisse des créations d'entreprises en régime Hors Auto entrepreneurs au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 ...

Départements	2013			2014		Evolution en % 2013/2014	
	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	Evolution sur un an (1)	Evolution sur 3 mois (2)
Paris	5 767	5 277	6 649	7 226	<b>6 399</b>	11,0	-11,4
Hauts-de-Seine	1 915	1 823	2 257	2 331	<b>1 983</b>	3,6	-14,9
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>1 883</b>	<b>1 793</b>	<b>2 077</b>	<b>2 405</b>	<b>1 998</b>	<b>6,1</b>	<b>-16,9</b>
Val-de-Marne	1 427	1 281	1 536	1 620	<b>1 547</b>	8,4	-4,5
Seine-et-Marne	1 211	1 107	1 285	1 396	<b>1 246</b>	2,9	-10,7
Yvelines	1 170	1 102	1 354	1 382	<b>1 251</b>	6,9	-9,5
Essonne	1 102	1 008	1 230	1 428	<b>1 135</b>	3,0	-20,5
Val-d'Oise	1 244	1 091	1 243	1 448	<b>1 176</b>	-5,5	-18,8
Il de France	15 719	14 482	17 631	19 236	<b>16 735</b>	6,5	-13,0

Entre mars et juin 2014, les chiffres recensés par L'Insee concernant les créations d'entreprises hors régime auto entrepreneurs et les créations de sociétés, montrent une situation plutôt défavorable en Île de France. Dans tous les départements franciliens, les créations de ces types d'entreprise sont en recul. La Seine-Saint-Denis avec une diminution de 16,9% est l'un des plus touchés, après l'Essonne (20,5%) et le Val d'Oise (18,8%).

... Et également en régime auto entrepreneur

Départements	2013			2014		Evolution en % 2013/2014	
	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	Evolution sur un an (1)	Evolution sur 3 mois (2)
Paris	5 023	4 707	5 411	5 763	<b>5 063</b>	0,8	-12,1
Hauts-de-Seine	1 425	2 065	2 512	2 657	<b>2 253</b>	58,1	-15,2
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>1 630</b>	<b>1 739</b>	<b>1 996</b>	<b>2 197</b>	<b>2 013</b>	<b>23,5</b>	<b>-8,4</b>
Val-de-Marne	1 158	1 539	1 793	1 912	<b>1 701</b>	46,9	-11,0
Seine-et-Marne	2 390	1 345	1 426	1 624	<b>1 373</b>	-42,6	-15,5
Yvelines	1 963	1 627	1 819	1 900	<b>1 592</b>	-18,9	-16,2
Essonne	1 655	1 201	1 291	1 502	<b>1 313</b>	-20,7	-12,6
Val-d'Oise	1 280	1 135	1 354	1 478	<b>1 273</b>	-0,5	-13,9
Il de France	16 524	15 358	17 602	19 033	<b>16 581</b>	0,3	-12,9

Quand aux créations sous le régime d'auto entrepreneur, on observe également au cours des mêmes périodes des signes de faiblesse. La Seine-Saint-Denis, est par contre ici moins touchée que les autres départements. Avec un reflux de 8,4%, elle fait nettement mieux que les Yvelines par exemple (-16,2%), la Seine et Marne (-15,5%) ou les Hauts-de-Seine (-15,2%).

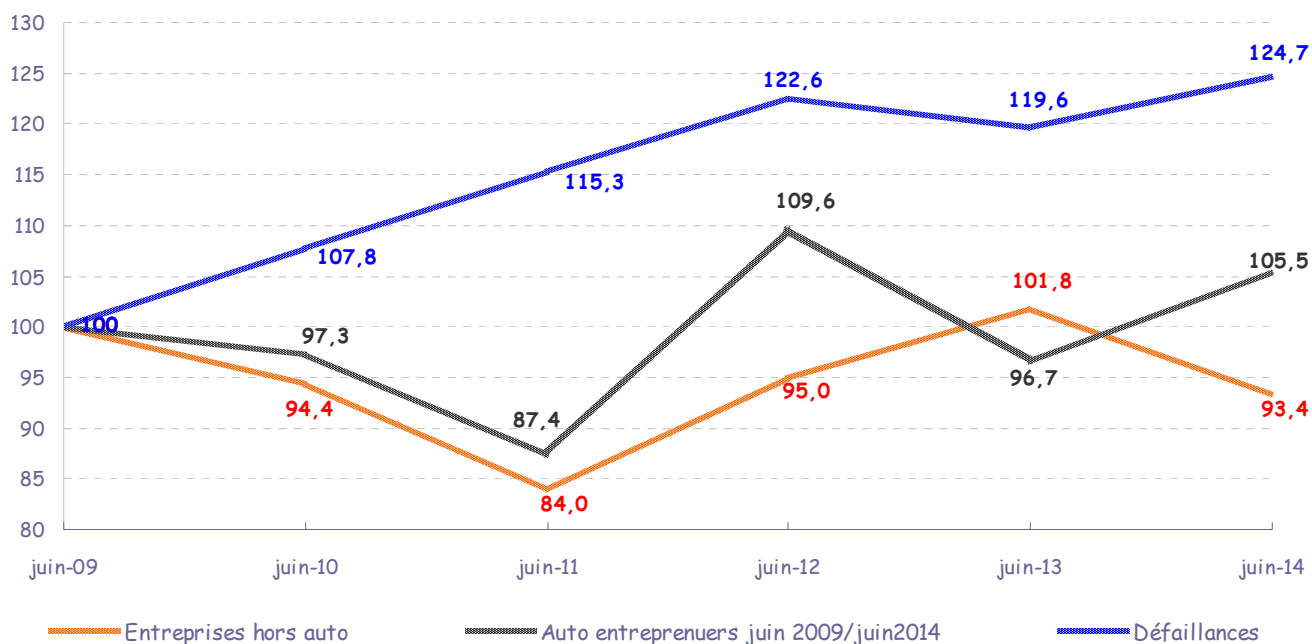
Champ : créations d'entreprises de l'ensemble des activités marchandes non agricoles (ou champ de l'industrie, du commerce et de l'ensemble des services). Ce champ inclut à partir du 1er janvier 2009 les sociétés civiles et les activités financières, les activités de location de biens immobiliers et des catégories juridiques marginales dont certains établissements publics administratifs (par exemple : les établissements pour personnes âgées ou services d'aide à la personne qui dépendent de la commune).

## Les Défaillances en progression en Seine-Saint-Denis au cours des 3 derniers mois

Départements	2013			2014		Evolution en % 2013/2014	
	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	Evolution sur un an (1)	Evolution sur 3 mois (2)
Paris	1 026	826	1 190	1 099	919	-10,4	-16,4
Hauts-de-Seine	259	233	277	297	298	15,1	0,3
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>448</b>	<b>275</b>	<b>458</b>	<b>427</b>	<b>464</b>	<b>3,6</b>	<b>8,7</b>
Val-de-Marne	293	224	269	273	244	-16,7	-10,6
Seine-et-Marne	271	255	280	304	274	1,1	-9,9
Yvelines	186	196	221	269	221	18,8	-17,8
Essonne	204	207	229	276	217	6,4	-21,4
Val-d'Oise	199	241	267	299	277	39,2	-7,4
Il de France	2 886	2 457	3 191	3 244	2 914	1,0	-10,2

Au cours des trois derniers mois (mars / juin 2014) l'observation des défaillances d'entreprises en Île de France montre la Seine-Saint-Denis dans une situation bien différente des autres départements franciliens. Alors qu'exception faite des Hauts de Seine (quasi stagnation à +0.3%), tous les autres territoires enregistrent des défaillances d'entreprises en baisse, elles sont plutôt en progression dans notre département (+8,7%).

Evolution du nombre de création et de défaillance d'entreprise en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à juin 2014 en base 100 de l'année 2009



Un regard sur l'ensemble de la situation depuis juin 2009, montre que le niveau des défaillances d'entreprises reste élevé en Seine-Saint-Denis alors que les créations d'entreprises hors régime auto entrepreneur (en baisse entre juin 2013 et juin 2014) sont plus chaotiques. La même évolution est constatée sous le régime d'auto entrepreneurs, mais cette fois avec une progression de plus de 8 points en fin de période.

## VI - MARCHE DU TRAVAIL (Source : Direccte Ile-de-France)

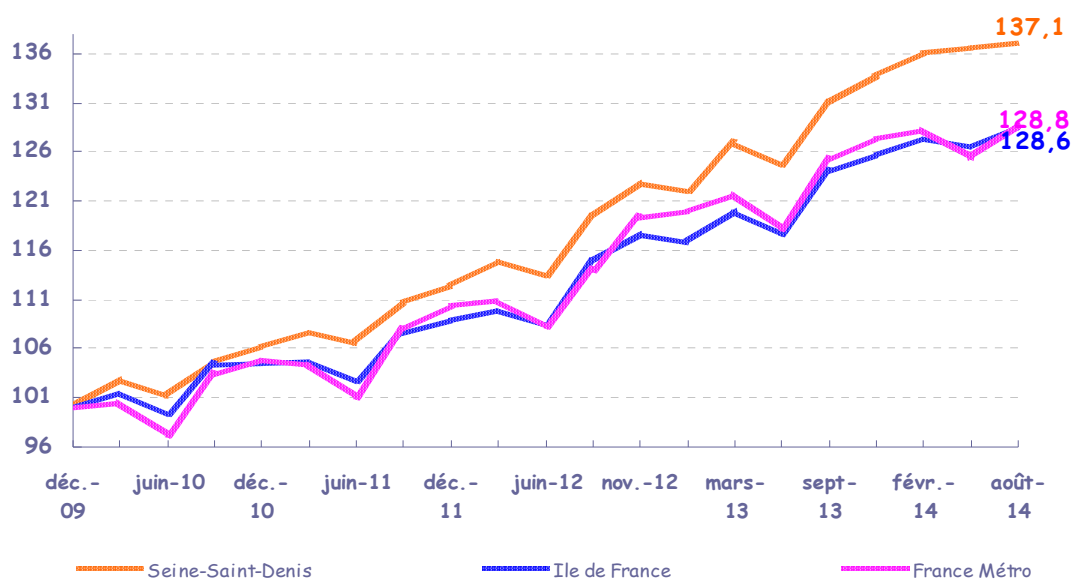
Légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en Seine-Saint-Denis en août 2014

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en catégorie A et ABC (source : Pôle Emploi ; Dares)							
Données CVS	Août	Juillet	Août	variation %	variation %	% -25 ans	% durée > 1 an
	2013	2014	2014	1 mois	1 an	août-14	août-14
<b>Seine-Saint-Denis</b>							
Catégorie A	106 500	115 920	<b>115 110</b>	-0,7	8,1	<b>12,0</b>	
Catégories ABC	141 660	150 490	<b>153 640</b>	-0,9	8,5	<b>11,0</b>	<b>43,6</b>
<b>Ile-de-France</b>							
Catégorie A	603 470	649 010	<b>644 560</b>	-0,7	6,8	<b>11,6</b>	
Catégories ABC	839 410	906 270	<b>898 720</b>	-0,8	6,9	<b>10,7</b>	<b>42,5</b>
<b>France métropolitaine</b>							
Catégorie A	3 243 600	3 424 400	<b>3 413 300</b>	-0,3	5,2	<b>15,8</b>	
Catégories ABC	4 792 300	5 083 800	<b>5 078 000</b>	-0,1	6,0	<b>15,3</b>	<b>42,7</b>

\* Chiffre obtenu à partir de données brutes Sources: Pôle Emploi / DARES

Comme au niveau régional (-0,8%) le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A,B,C, est en baisse en Seine-Saint-Denis (-0,9%) au mois d'août. Le repli enregistré est plus important qu'au niveau national (quasi stagnation à -0,1%). Cependant, l'observation sur un an montre que le nombre de demandeurs d'emplois continue de progresser sur tout le territoire. Quant aux demandeurs d'emploi de moins de 25 ans c'est au niveau national qu'on enregistre le taux le plus élevé (15,3%). Le département et la région enregistrent respectivement des taux de 11% et 10,7%. Par ailleurs, c'est en Seine-Saint-Denis qu'on observe les taux le plus élevé de demandeurs d'emploi de plus d'un an (43,6%), mais assez proche des taux régional et national.

Evolution du nb de demandeurs d'emploi (catégorie A,B,C)  
déc2009/août2014 (base 100 = déc 2009, données brutes)  
source : Ministère du travail -site internet-

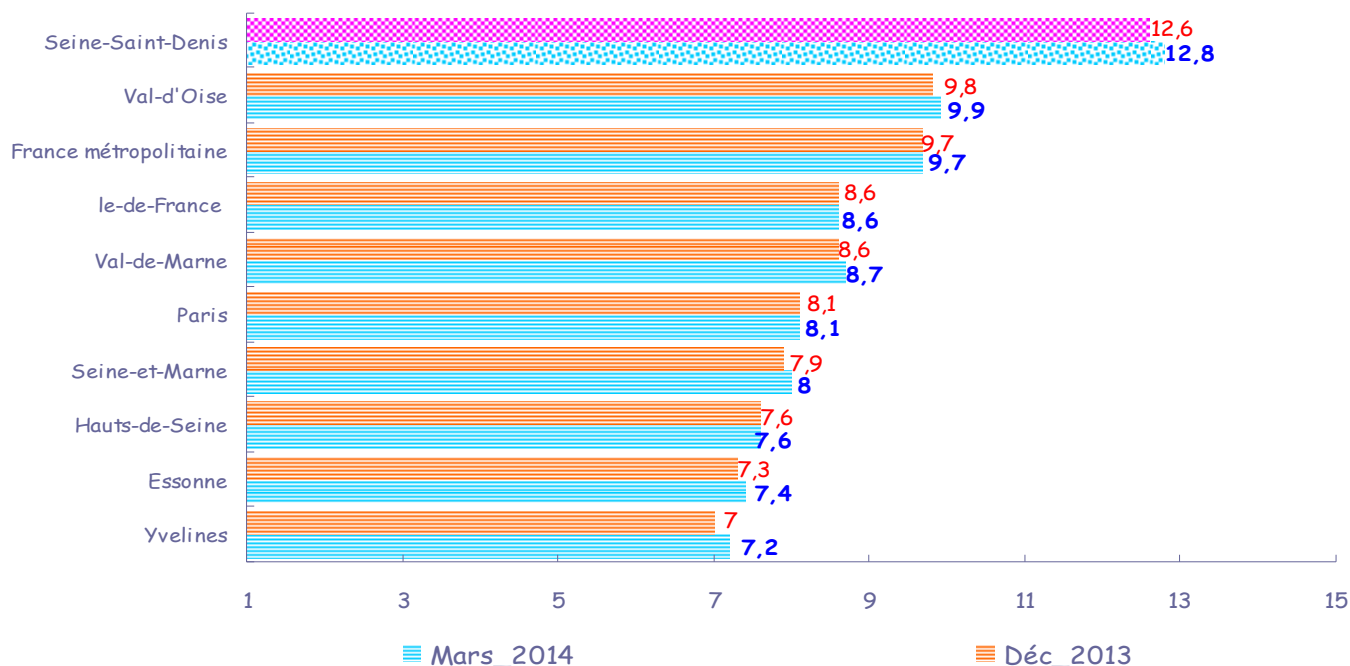


L'évolution du chômage depuis décembre 2009 confirme que le nombre de demandeurs d'emploi (cat. A,B,C) a augmenté davantage en Seine-Saint-Denis (+37) qu'en Ile de France (+28,6%) ou France métropolitaine (28,8%).

## Taux de chômage : nouvelle hausse en Seine-Saint-Denis

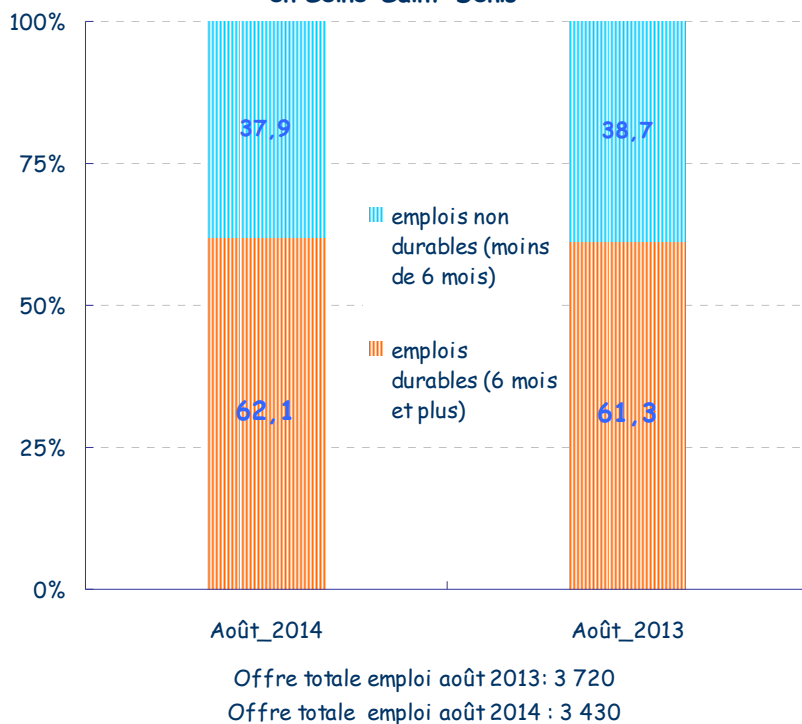
Le taux de chômage en Île de France oscille entre stabilité et progression. Dans les départements de la Seine-Saint-Denis, et des Yvelines il progresse de 0.2 point entre décembre 2013 et juin 2014 tandis que dans les départements de l'Essonne, du Val de Marne et du Val d'Oise la progression est de 0.1 point. Dans tous les autres départements franciliens, on observe une stabilité du taux de chômage

Taux de chômage localisé dans les départements franciliens en décembre 2013 et juin 2014 (Source: Insee)



## Offre d'emplois : Baisse comparativement au mois août 2013

Offres d'emploi collectées par Pôle Emploi en Seine-Saint-Denis



Entre août 2013 et août 2014, le nombre d'offres d'emplois collectées par Pôle Emploi, a diminué de près de 7,8% en Seine-Saint-Denis (3 430 contre 3 720 à ces deux dates respectives). Les offres de 6 mois ou plus (62,1% en août 2014) ont progressé de 0,8 point pendant que les offres de moins 6 mois reculaient d'autant.

## Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

Forte hausse du nombre des allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2014.

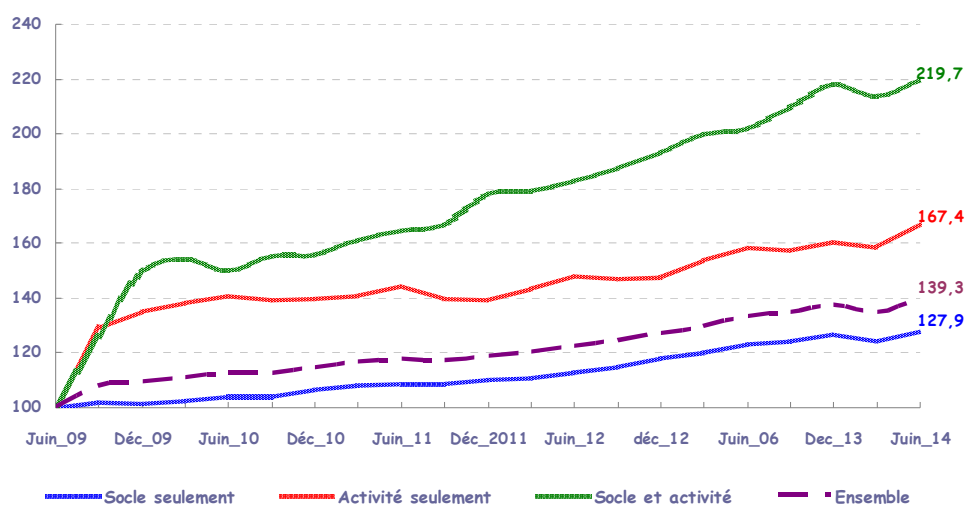
Période	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble RSA
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Déc_11	59 490	14 365	7 140	80 995
Déc_12	63 687	15 266	7 761	86 714
Mars_13	64 661	15 873	8 017	88 551
Juin_13	66 369	16 350	8 106	90 825
Sept_13	67 111	16 242	8 425	91 778
Dec_13	68 350	16 597	8 755	93 702
Mars_14	66 999	16 382	8 582	91 963
<b>Juin_14</b>	<b>68 935</b>	<b>17 273</b>	<b>8 809</b>	<b>95 017</b>

Le nombre d'allocataires du RSA a augmenté de façon significative (+3,3%) entre le 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 en Seine-Saint-Denis, pour dépasser pour la première fois la barre des 95 000 allocataires. En 3 mois ce sont plus de 3 000 personnes supplémentaires dans le dispositif.

La Hausse enregistrée en juin 2014

concerne toutes les composantes du RSA. Ainsi, le nombre d'allocataires "RSA socle seulement" augmente de 2,9% celui du RSA "Socle et Activité" de 2,6% tandis que celui "d'Activité seulement" a progressé de 5,4%. Ces observations montrent que ce sont les travailleurs pauvres qui ont été les plus touchés par cette hausse, comparativement aux allocataires de l'ancien dispositif du RMI.

Evolution trimestrielle (en base 100) des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à mars 2014 :(Source: site CAF)



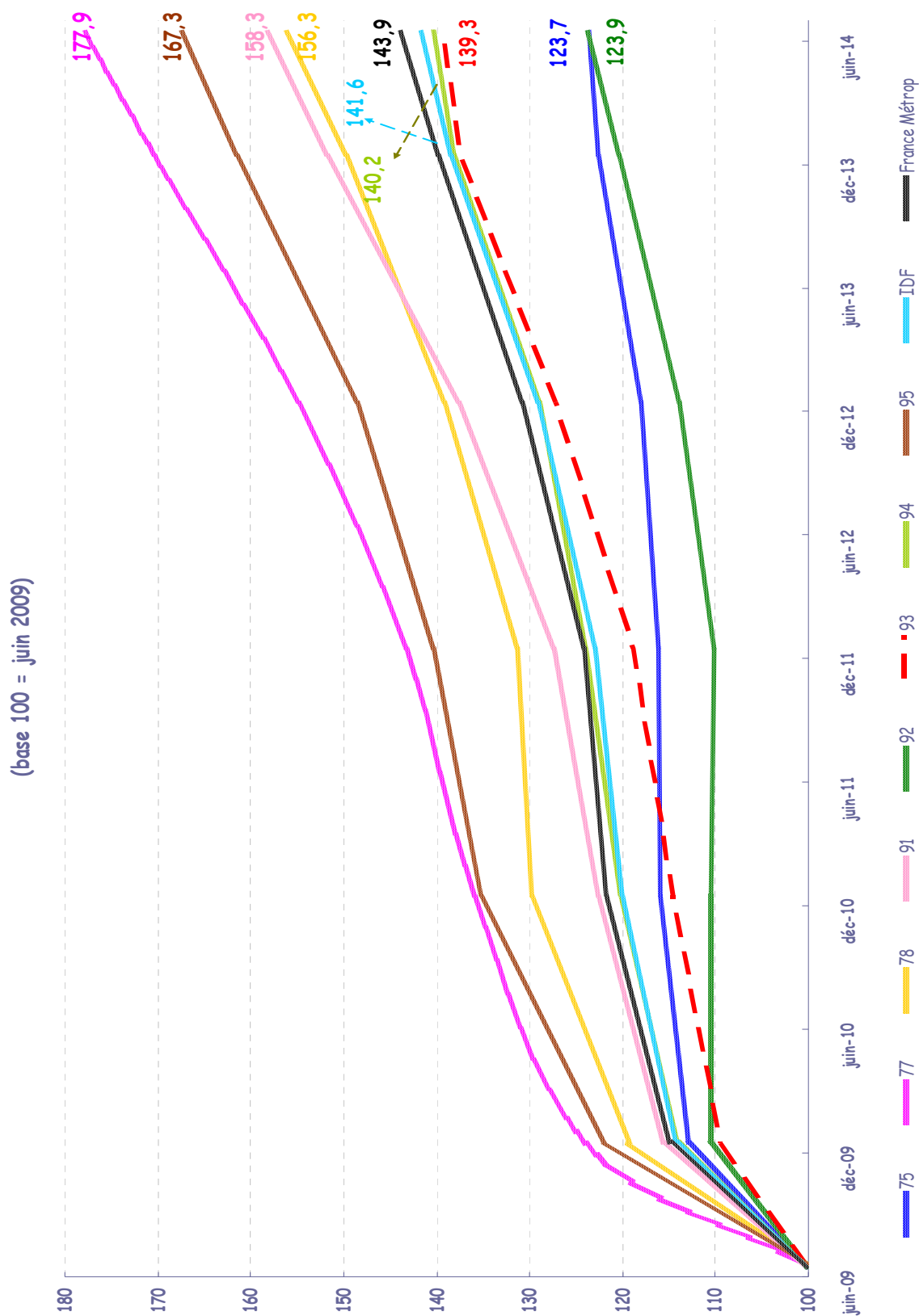
**LEXIQUE :**  
 RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral [1].  
 RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.  
 RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.,

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée)

## Une progression du nombre d'allocataires du RSA dans tous les départements franciliens au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014

Au niveau francilien, les départements de la grande couronne sont ceux où la progression du nombre d'allocataires du RSA a été la plus forte depuis 2009. La Seine-Saint-Denis (+40% environ) présente une progression en deçà de la moyenne régionale et la 3<sup>e</sup> plus faible après Paris (+23,7%) et les Hauts de Seine (+23,9%).

Evolution du nombre d'allocataires du RSA dans les départements franciliens de juin 2009/juin 2014  
(base 100 = juin 2009)



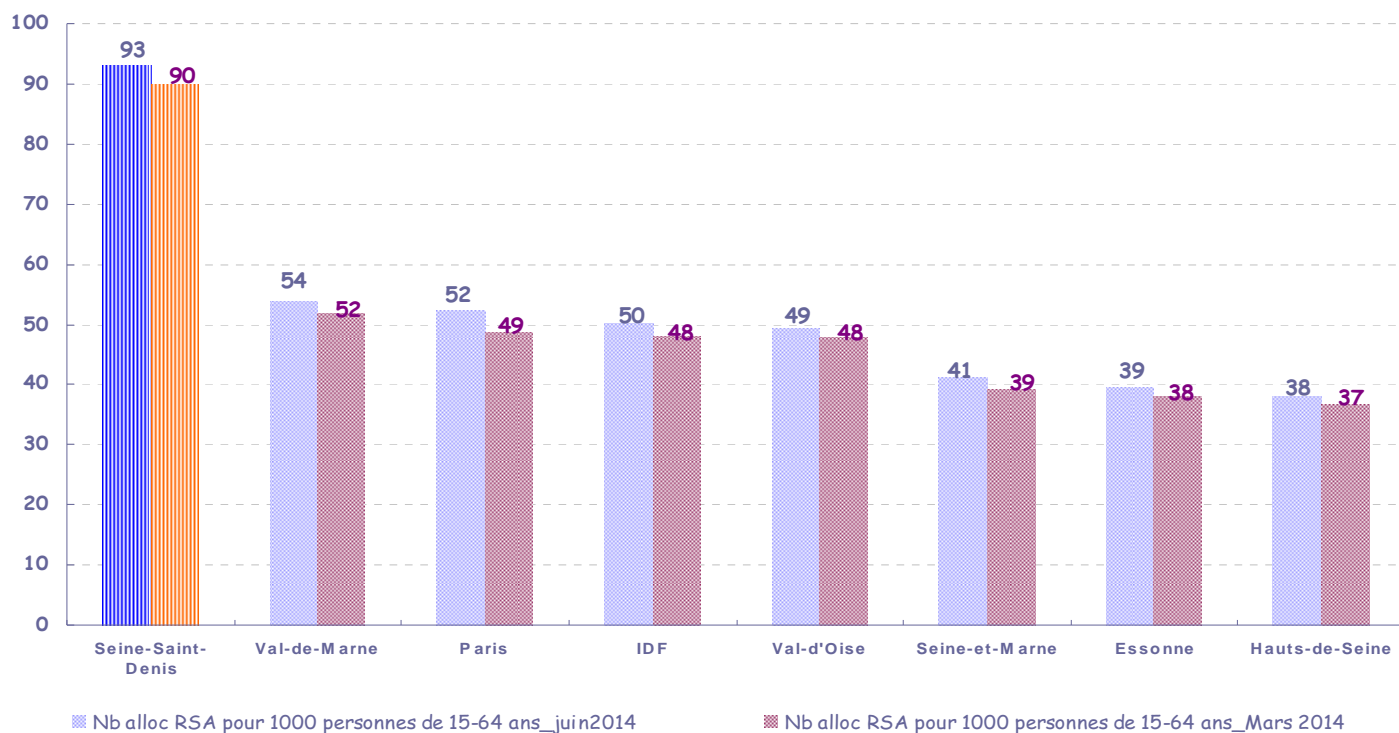


Près de 210 000 personnes couvertes par le RSA en Seine-Saint-Denis, soit près de 26% du nombre de personnes couvertes en Ile-de-France

	juin-14	mars-14	déc.-13	déc.-12	Evolution entre décembre 2012 et juin 2014	Poids des départements en 2014
Paris	132 302	128 616	131 980	130 266	1,6	16,3
Seine-et-Marne	80 027	77 202	76 889	73 457	8,9	9,9
Yvelines	57 776	55 193	55 565	54 017	7,0	7,1
Essonne	69 605	67 296	66 809	63 539	9,5	8,6
Hauts-de-Seine	76 746	74 522	74 805	72 755	5,5	9,5
<b>Seine-Saint-Denis</b>	<b>209 929</b>	<b>202 388</b>	<b>207 564</b>	<b>200 971</b>	<b>4,5</b>	<b>25,9</b>
Val-de-Marne	96 881	93 546	95 469	92 068	5,2	12,0
Val-d'Oise	86 366	83 977	83 780	81 299	6,2	10,7
Île-de-France	809 632	782 740	792 861	768 372	5,4	-
Métropole	4 493 585	4 381 133	4 369 299	4 236 490	6,1	-

### Indice de comparaison - Population 15-64 ans AER 2011 -

Evolution comparée du nombre d'allocataires pour 1000 personnes âgées de 15-64 ans dans les départements franciliens entre mars et juin 2014



(sources: Insee AER 2011 + Caf, mars 2014)

## LES DEFINITIONS DU CHÔMAGE

- **A - Le taux de chômage du recensement :**

Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 ans ou plus qui s'est déclarée "chômeur" (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès du Pôle Emploi), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

*Remarque : Cette définition diffère de celles du Bureau international du travail (BIT) et du Pôle emploi. Le chômage au recensement est plus élevé que le chômage au sens du BIT car les personnes inactives ont parfois tendance à se déclarer au chômage alors qu'elles ne répondent pas à tous les critères du BIT.*

- **B - Le taux de chômage au sens du BIT :**

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

*Remarque du Pôle Emploi :*

*« La notion de demandeurs d'emploi inscrits à "Pôle emploi" est différente de celle du chômage BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et, inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi. Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse comparative du marché du travail dans différents pays. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee (voir ci-après) ».*

- **C - Le taux de chômage localisé (à partir du BIT) :**

L'enquête Emploi en continu est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le Bureau international du travail (BIT) sur le chômage. Cependant, la taille de l'échantillon de cette enquête ne permet pas de procéder à des estimations départementales : la ventilation du chômage BIT national par département utilise les séries départementales des DEFM (Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois du Pôle Emploi) pour localiser le chômage (c'est la raison pour laquelle l'utilisation du terme « chômage au sens du BIT » est inappropriée en dehors du calcul national et que le terme « taux de chômage localisé » est employé au niveau infra-national). Le nombre de chômeurs est alors estimé en appliquant le poids du département dans les DEFM de catégorie A au total des chômeurs BIT de la métropole. Ce nombre est ensuite corrigé des variations saisonnières. On en déduit ainsi des taux de chômage localisés qui représentent le rapport du nombre de chômeurs à la population active totale.

## LES CHIFFRES CLES

INSEE	Superficie : <b>236,2 km<sup>2</sup></b>
	Nombre d'habitants au 1er janvier 2009 (population totale) : <b>1 529 928</b>
	Part des moins de 20 ans en 2011 : <b>28,7 %</b>
	Population active en 2011 : <b>72%</b>
	Part des foyers non imposables (impôts sur le revenu 2011) : <b>40,8 %</b>
INSEE	Revenu fiscal des ménages par unité de consommation en 2011 <b>Médiane : - Seine-Saint-Denis - 15 234 € (Ile-de-France : 22 243 €)</b>
SIREN 2014	Nombre total d'établissements en Seine-Saint-Denis au 01 avril 2014 : <b>138 640</b>
ACOSS	Nombre d'établissements privés en 2013 ayant au moins 1 salarié : <b>37 872</b>
	Effectifs salariés privés en 2013 : <b>434 266</b>
	Nombre de création d'entreprises hors régime auto entrepreneur en 2013 : <b>7 970</b>
	Nombre de création d'entreprises sous le régime auto entrepreneur en 2013 : <b>7 597</b>
	Taux de création d'entreprise en 2013 : <b>18,7%</b>
INSEE	Taux horaire (brut) du <b>SMIC</b> : <b>9,53</b> en 2014 / <b>SMIC brut mensuel</b> : <b>1 445,22 €</b>

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'INNOVATION - DEEFI -

Directeur : **Charles ASSOULINE**

Ce bulletin est réalisé par l'équipe de **Pôle Veille Economique**

**Nathalie JOLY & Virgile ADJAH** :

njoly@cg93.fr vadjahi@cg93.fr  
Statistiques - Démographie – Emploi – Enquêtes

**Olivier DUFOUR** :

odufour@cg93.fr  
Données macro économiques – Politiques industrielles

**Raymond LEHMAN** :

rlehman@cg93.fr  
Actualités départementales -  
Grandes entreprises Aménagement commercial

**Dorssaf ZAHER EL ALAOUI** : Contact et Abonnement

dzaherelalaoui@cg93.fr  
Tel : 01 43 93 86 45

Sous la responsabilité de :

**Jean-Luc PARISOT**, Directeur adjoint



[www.seine-saint-denis.fr](http://www.seine-saint-denis.fr)